

Bi
hebdo

N°2029

Tél
01 45 06 36 57

Première Heure

Ile de France

24
Janvier
2012

Fax
01 45 06 20 83

journal.premiere.heure@orange.fr

ISSN 1165-3833

Le premier journal local diffusé par fax

Tandis que François Fillon étend sa marque personnelle sur la capitale

Paris: Delanoë porte-voix sur berges...

A l'occasion de ses vœux à la presse et à l'Association des Maires d'Ile de France, cette semaine, Bertrand Delanoë s'est montré très pugnace sur ses projets, notamment sur les voies sur berges. Devant les maires franciliens réunis par Michel Teulet, président de l'AMIF, il a affiché sa volonté de voir «évoluer la gouvernance» en IDF: «J'espère que 2012 sera une année où nous franchirons de nouvelles étapes, que nous serons créatifs ensemble» ajoutant qu'au prochain Conseil de Paris (6 et 7 Février), il ferait «30 propositions pour que l'action municipale se pense avec ses voisins». Saluant l'ambition et la solidarité qui règne au sein de Paris Métropole, le maire de Paris a annoncé qu'il proposerait à titre personnel à tous les élus, de travailler ensemble à des évolutions et notamment à la question du logement. "Nous faisons beaucoup mais nous avons besoin d'une synergie, d'une vision, et d'une entreprise commune en matière de logement" a-t-il plaidé. Devant les journalistes la veille,

il a tempêté contre le projet de « Pentagone français» dans le XVème arr. et annoncé qu'au prochain conseil de Paris, il proposera «à la majorité d'exprimer un avis négatif sur le projet tel qu'il est, notamment parce qu'il empêche la construction de 500 logements». Et le maire de la capitale s'est dit « résolu à aménager les voies sur berges » malgré le blocage de l'Etat: «Je montrerai aux Parisiens que la droite minoritaire épaulée par le Premier Ministre veut une autoroute urbaine dans un des endroits les plus beaux du monde» a-t-il averti. «Nous continuerons nos travaux avec Ports de Paris qui a adhéré à la réalisation de ce projet» a-t-il rappelé, reconnaissant «qu'il reste les conventions à passer» et que « le Port de Paris peut avoir l'ordre de ne pas passer ces conventions. Mais quelle que soit l'issue du scrutin, M. Fillon ne sera plus Premier Ministre dans trois mois!». Pendant ce temps, François Fillon recevait Chantal Jouanno, sénateur de Paris, pour évoquer avec elle les dossiers de la capitale, la campagne pour les législatives...

après avoir reçu Jean Tibéri, participé à la signature du premier CDT le 17 Janvier et pris position, au nom de l'Etat sur le très sensible projet des voies sur berges. «Il n'y a pas d'accélération. Le Premier Ministre rencontre fréquemment des élus parisiens» faisait-on valoir à Matignon. Et vendredi dernier, c'était au tour de l'entourage de Philippe Goujon, maire du XVème et président de la fédération UMP de Paris de laisser entendre que François Fillon assistera aux vœux de l'UMP XVème ce soir à 19h30.

**Centre-ville:
Le "portable" pour
booster
le petit commerce**

Pages 5 et 6

Hts de seine: Les archives scolaires et actes d'état-civil 1793 - 1885 mis en ligne !

Le Conseil général des Hts-de-Seine a mis en ligne, depuis hier 23 janvier, le site officiel de ses archives départementales : <http://archives.hauts-de-seine.net/>, qui rassemble l'histoire et la mémoire du 92. Il s'agit pour le département "d'optimiser la visibilité des fonds et collections conservés et de favoriser leurs consultations en ligne". Avec les rubriques "Archives", "Bibliothèques" et "Archéologie" et l'amélioration générale de la navigation, le site valorise auprès du grand public les multiples facettes du patrimoine des Hts-de-Seine. A travers un accès à de nombreux documents numérisés ces dernières années, archives.hauts-

de-seine.net veut encourager et faciliter les recherches documentaires en ligne sur des thèmes historiques divers. Les internautes peuvent ainsi retrouver des dossiers sur les principaux événements, comme la participation aux expositions universelles, et découvrir par exemple le bilan des opérations archéologiques menées. Cette nouvelle version du site met également à l'honneur la généalogie, avec près de 15.000 nouveaux fichiers en ligne comprenant principalement les tables décennales de l'état civil (1793-1882). (suite en page 4)

le 24 Janv. 8H30 Préfecture de Région : Réunion sur le Grand Paris avec des chefs d'entreprises présidé par le Préfet Canépa ; 9H00 Mairie de Paris: « Politiques urbaines et biodiversité » avec Anne Hidalgo, Liliane Pays, présidente de NatureParif ; 9H15 EPA Plaine de France (St Denis) : Point presse d'Hervé Dupont, DG ; 11H00 siège de l'association Aurore (Paris 4ème) : Conférence de presse logement URICFDT, FNAARSIDF, IFondation Abbé Pierre; 11H30 l'agence Pole Emploi Handipass de Paris (11ème ar.) : Signature convention régionale annuelle Etat-Pôle Emploi en présence du préfet Canépa ; 18H00 Cité de La Musique : Vœux du STIF présentés par JP Huchon, et Sophie Mougard, DG en présence de Maurice Leroy (Grand Paris) ; 18H Conseil Régional : Vœux Péresse ministre et Pdte du groupe UMP. Le 25 Janv. 8H30 Ministère de la Ville : Réunion de travail Leroy /Canépa/Guyot; 10H30 Préfecture de Région : Ouverture du Comité de pilotage des systèmes d'informations de la préfecture; 12H30 St Denis SGP : Vœux d'André Santini Etienne Guyoten présence de MM. Leroy, Huchon, Canépa; 17H00Assemblée: Conférence sur les forêts péri-urbaines organisé par l'ONF Hervé Gaymard ; 17H00 centre Sportif Pajol (18ème) : Delanoë / Vaillant remise de la Médaille Grand Vermeil Paris à Teddy Riner; Le 26 Janv. 9H00 Villiers le Bel (Institut des métiers de l'Artisanat) : Signature du protocole d'accord du CDT Val de France Gonesse avec MM. Leroy, Canépa; 9H30 Conseil Régional : Commission Permanente; 17H30 Ministère Ville: Signature de la déclaration commune pour l'attractivité internationale du Grand Paris avec les partenaires institutionnels présidé par Maurice Leroy; Le 27 Janv. 12H30 CA d'Evry : Candidature d'Evry pour accueillir à Ris Orangis le futur grand stade de la FFR avec MM. Valls, Mandon maire de Ris Orangis et Guedj, pdt du CG 91; Le 28 Janv. 9H30 Montreuil : l'IDFE accueille le 36ème congrès de France Nature Environnement.

Ollier/Sudreau : Réagissant au décès de l'ancien ministre Pierre Sudreau, Patrick Ollier a déclaré : "C'est une des grandes figures de la résistance et de la Ve qui disparaît. Cet ancien collaborateur du Gal de Gaulle et ministre dans les gouvernements de Michel Debré puis Georges Pompidou, fut aussi un parlementaire dévoué à ses concitoyens de Blois dont il fut maire jusqu'en 89. Je retiendrai de lui son investissement personnel pour le projet du TGV, fleuron de notre économie".

IGN, Météo France, Hydrographie de la Marine

Le pôle Géosciences de St-Mandé enracine

le Grand Paris dans l'Est parisien

La ministre de l'Ecologie et du Développement durable, Nathalie Kosciusko-Morizet, a inauguré mercredi dernier à St-Mandé le Pôle Géosciences, avenue de Paris, en présence notamment du député-maire (UMP) de la ville, Patrick Beaudoüin. Ce site regroupe les sièges sociaux parisiens de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), de Météo France, et du Service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM). Seront ainsi regroupés dans ce pôle, les trois grands acteurs français de l'observation de la planète Terre avec chacune des composantes : air, terre, mer. Ce site de 3,2 hectares regroupera outre ces activités publiques, des logements sociaux, étudiants et, après 2014, un éco-parc d'activités tertiaires.

Conçu par l'architecte Laura Carducci, ce bâtiment en forme de navire amiral, ferme le site au nord, côté avenue de Paris, sur 110 mètres de long, 18 mètres de large et 25 mètres de haut (7 étages). Il offre sur l'avenue une façade animée de panneaux vitrés à inclinaison variable. Sorte de "peau vitrée", les éléments indépendants permettent de diminuer les bruits de l'avenue et provoquent des reflets aléatoires. Au sud, et partiellement à l'ouest, la façade est structurée par des volets de bois mobiles, qui permettent de gérer les apports solaires. D'une surface de 14.900 m², labellisé Bâtiment basse consommation (BBC Effinergie) et certifié Haute Qualité Environnementale (HQE), l'immeuble ne consomme que 61 kWh/m²/an. Pour ses performances énergétiques, il utilise la géothermie pour assurer les besoins en chauffage ou en rafraîchissement, 108 modules de panneaux solaires photovoltaïques en toiture pour couvrir une fraction des besoins en énergie électrique, des capteurs solaires thermiques pour la couverture de la moitié des besoins en eau chaude de la zone dédiée au personnel de Météo France assurant un suivi 24h/24. Le Pôle Géosciences est le premier bâtiment d'Etat labellisé BBC et certifié HQE. Coût des travaux : 30 M€ HT. Dans son intervention, Mme Kosciusko-Morizet

a indiqué que ce Pôle Géosciences "illustre la fécondité de l'idée de pôle". "Nous ne sommes plus à l'époque où les services de l'Etat se faisaient concurrence. Se rapprocher, c'est une façon d'être compétitif", a-t-elle notamment déclaré, ajoutant que cette logique de pôle rapproche Géosciences du Pôle développement durable de Marne-la-Vallée, spécialisé dans le bâtiment, où se trouvent l'Ecole des Ponts et Chaussées, une école d'architecture, des laboratoires, des universités, des sièges de grandes entreprises. Le bâtiment est ainsi conçu comme une unité de lieu, de l'interdisciplinarité, "illustratif de ce que (mon) ministère produit de meilleur", a souligné la ministre. Ce Pôle conforte la structuration du Grand Paris et rend l'Est parisien attractif. Selon Mme Kosciusko-Morizet, cet aspect à la fois interdisciplinaire et concentré du Pôle Géosciences est "exemplaire", de même que son inscription dans les critères environnementaux. Mais l'opération immobilière se poursuit par un programme de renouvellement urbain et de restructuration plus large. Sur une parcelle de 3.000 m², Valophis Habitat, l'OPH du Val-de-Marne, est maître d'ouvrage d'une opération de logements sociaux. D'une part, une résidence étudiante de 129 studios (coût : 10,2 M€ TTC) et une résidence de logements sociaux familiaux (coût : 13,2 M€) de 59 logements avec 185 parkings (Marc Farcy, architecte). Commencé en avril 2011, le chantier doit se terminer au quatrième trimestre 2012. D'autre part, le bâtiment de production de l'IGN (le bâtiment B) sera restructuré à partir de mars prochain. Situé parallèlement et derrière le bâtiment A inauguré mercredi dernier, il doit accueillir le public, un restaurant collectif, des activités logistiques. Long de 110 mètres, chauffé par géothermie, ce bâtiment (R+7) de 15.490 m² - qui utilise aussi du mélèze pour la façade - est dû à l'architecte Patrick Mauger. Ce bâtiment B du Pôle Géosciences (coût : 28 M€ HT) sera livré fin 2013. Enfin, à partir de 2014, tout le personnel ayant été regroupé dans les bâtiments A et B, le site connaîtra une troisième phase avec le développement d'un éco-parc d'activités tertiaires payager (25.000 m²) sur un peu plus d'un hectare.

Nanterre: Claude Evin signe les 1ers contrats locaux de santé

Cet après-midi à 15h aura lieu à la préfecture de Nanterre la 1ère signature des "contrats locaux de santé" entre les maires de Nanterre, Gennevilliers, Fontenay aux Roses, Bagneux, Clichy et Asnières, le directeur de l'ARS d'Ile-de-France, Claude Evin, et le préfet Peyvel. Les contrats locaux de santé sont un nouveau mode de collaboration entre l'Agence régionale de santé, les collectivités territoriales et l'État. Outil de lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé, ces contrats soutiennent les dynamiques locales de santé sur des territoires vulnérables ou ayant des indicateurs de santé fragiles.

Sans-abri: Le CASH en ébullition

Le CA du Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers de Nanterre, présidé par le Préfet de Police de Paris, Michel Gaudin, se réunira aujourd'hui afin de prendre connaissance des propositions de l'ARS concernant la "restructuration" de l'Etablissement. "Le CASH de Nanterre, qui accueille les personnes sans abris de la Ville de Paris, est menacé de démantèlement au profit de l'AP-HP (elle-même en pleine restructuration). En effet l'ARS envisage de transférer l'ensemble des services de chirurgie conventionnelle, la réanimation, l'orthopédie et les urgences de nuit de l'hôpital de Nanterre vers l'hôpital Louis Mourier (l'AP-HP) de Colombes", inquiètent les syndicats et les élus de Nanterre. C'est pourquoi l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-CNT-SUD du CASH de Nanterre organise un rassemblement ce matin à 9h15 sur le parvis de ND de Paris, "afin d'accompagner les membres du Conseil d'administration (représentants des personnels non médicaux et médicaux ainsi que les élus territoriaux) qui refusent le démantèlement de l'hôpital".

La concertation sur Voguéo, premier réseau de transport public fluvial de voyageurs en France, a lieu depuis hier jusqu'au 3 mars. Toutes les personnes intéressées sont invitées à s'exprimer. Après une expérimentation menée sur 5 escales (Gare d'Austerlitz, Bibliothèque Mitterrand, Parc de Bercy, Ivry Pont Mandela, École vétérinaire Maisons-Alfort), Voguéo offrira en 2013 un service étendu entre Suresnes et Maisons-Alfort / Vitry.

SIGEIF: Nouvel appel d'offres pour l'achat du gaz

Le JO de l'Union européenne a publié le 19 janvier l'appel d'offres du Sigeif qui vise à mettre en concurrence les fournisseurs de gaz naturel actifs sur le marché dans le cadre d'un groupement de commandes. Renouvelé tous les deux ans, ce marché vise à faire bénéficier d'économies substantielles les collectivités adhérentes du syndicat présidé depuis 83 par le député-maire de Chaville, Jean-Jacques Guillet : plus de 40% lors du dernier appel d'offre 2010-2012, soit 15 millions d'euros d'économies sur la facture finale pour les besoins en gaz des équipements et bâtiments des 267 communes et établissements publics adhérents au groupement de commandes du Sigeif. A la faveur de cet appel d'offres 2012-2014 (5.000 points de livraison pour 1,7 térawattheure par an), le Sigeif souhaite contribuer également à renforcer les

politiques énergétiques locales concourant aux objectifs nationaux et européens de maîtrise de l'énergie. Deux lots sont ainsi proposés portant d'une part sur l'efficacité énergétique du patrimoine existant pour les prestations d'optimisation (diagnostics thermiques, études solaires thermiques...) et d'autre part sur les projets neufs (bâtiments basse consommation). Au mois d'avril prochain, une commission d'appel d'offres procédera à l'examen des propositions remises pour chacun des huit lots et les contrats seront attribués au regard du critère de l'offre économiquement la plus avantageuse tant du point de vue de la valeur financière que technique. Le 1er juillet 2012 : entrée en vigueur des contrats pour une durée de deux ans. Le territoire du Sigeif recouvre, à ce jour, 184 communes de la couronne parisienne regroupant 5,3 millions d'ha.

Collectivités/ouvrages d'art: Le Sénat adopte le principe "qui décide paie..."

La semaine dernière, le Sénat a adopté la proposition de loi déposée par les sénateurs du groupe CRC, tendant à répartir les charges d'entretien relatives aux ouvrages d'art de rétablissement de voies et qui concerne directement les collectivités territoriales. Par cette proposition de loi, adoptée à l'unanimité en commission des lois, il s'agit de revenir sur une jurisprudence constante et de définir un principe clair de répartition des charges. En effet, Cela occasionne des frais importants. Ce texte propose donc l'adoption d'un principe simple en confiant au gestionnaire de la nouvelle infrastructure de transport la responsabilité de la structure de l'ouvrage d'art, y compris l'étanchéité ; et au propriétaire de la voie rétablie la responsabilité de la chaussée et des trottoirs. Comme l'a affirmé Evelyne Didier, auteure de la proposition de loi, "la responsabilité financière des collectivités est en jeu, ainsi que la sécurité de nos concitoyens. Il faut revenir à un principe simple : qui décide paie. L'opérateur qui construit une infrastructure nouvelle doit assumer la gestion de l'ouvrage d'art destiné à rétablir une voie de communication coupée par ses travaux. Il est incroyable que la jurisprudence ait fait prévaloir un principe d'irresponsabilité : les collectivités, qui n'ont rien demandé, doivent assumer seules la gestion des ouvrages". La proposition de loi doit maintenant être débattue à l'Assemblée.

Paris-Dauphine: Un Grenelle pour l'insertion des jeunes handicapés

Demain à l'université de Paris Dauphine, plus de 240 familles, professionnels, élus, personnalités qualifiées, sont attendus à l'invitation de Sophie Cluzel, présidente de la Fnaseph pour le 1er Grenelle de "la formation et de l'accès à la vie sociale des jeunes handicapés". Un sondage IFOP sera publié à la clé: Comment les Français vivent-ils la présence d'handicapés à l'école, en entreprise ? Comment pensent-ils que l'on peut concrétiser, dans l'intérêt de tous, leur droit à vivre en société ? Les travaux seront articulés autour de trois ateliers, construits à partir d'une enquête réalisée par les associations locales sur les obstacles que rencontrent les jeunes handicapés: Accès à la sco-

larité, à la vie sociale : Conditions de vie des familles, projet de vie, accès à la formation professionnelle : Entrée dans la vie active. L'objectif est d'aboutir à la rédaction partagée de propositions rapidement applicables qui seront transmises au Président de la République. Gilbert Montagné, Patrick Segal, Jean-François Chossy, parlementaire auteur d'un rapport sur le changement de regard de la société sur le handicap, Dominique Maillard, président de RTE, lanceront notamment les ateliers. De nombreuses personnalités, ministres, parlementaires et maires, professionnels, seront accueillis par Laurent Batsch, président de l'université de Paris-Dauphine.

(suite de la page 1) Cet espace culturel en ligne qui manquait aux alto-séquanais et ouvert à tous valorise les ouvrages précieux conservés par la bibliothèque André Desguine et met en lumière les collections de la bibliothèque d'Histoire sociale et de la bibliothèque des Archives. Le site Internet "Archives & Patrimoine des Hauts-de-Seine" est une étape supplémentaire dans la numérisation et la valorisation des fonds d'archives et des collections de bibliothèque du 92. Dès 2012, les actes d'état-civil de la période 1793-1885, soit près de 300.000 fichiers et de nouveaux articles historiques et expositions virtuelles, notamment sur les archives scolaires, seront mis en ligne. Créées le 1er octobre 1968, les Archives départementales font partie des compétences légales du Département.

Présidentielle:

16 Mars

date limite pour les parrainages

Le 16 mars, date butoir pour les parrainages en vue de la présidentielle. C'est ce que prévoit une circulaire, qui précise qu'il s'agit de la date limite de réception des listes d'élus parrainant les candidats par le Conseil constitutionnel. Le texte demande aux préfets d'attirer l'attention des élus sur la nécessité d'anticiper les délais d'acheminement des formulaires jusqu'au Conseil.

Editeur: Tess Communication. RCS Paris. B 390 731 149. APE : 221 E. Dir/publication: Christian Souquet-Basiège. Siège social: 65, avenue Kléber 75116 Paris. ISSN 1165-3833 - SIREN 390 731 149 00022. Bi-hebdo diffusé par fax le mardi, le vendredi et par flashes. Vente sur abonnements: 1.980 euros/an. 06 98 03 14 74 . tess.communication@wanadoo.fr

Rédaction Paris /Hts de Seine: Jean-Pierre Dubois. 22, rue Paul Bert 92150 Suresnes. Tél. 01 45 06 36 57. journal.premiere.heure@orange.fr

Rédaction Val de Marne/ Seine-St-Denis: Hervé Guénot 6, rue de l'Elysée Ménilmontant 75020 Paris. Tél. 01 43 55 09 38 guenot.hervé@wanadoo.fr

Rédaction Ile de France: Paul Philippart 2, rue Claude Matrat 92013 Issy -les-Moulineaux Tel. 06 22 03 10 67 paul.philippart@wanadoo.fr

Les cambriolages "point noir" à Paris pour le préfet de police Michel Gaudin

La délinquance générale a baissé de 1,52% en 2011 dans l'ensemble de l'agglomération parisienne (Paris et la petite couronne) par rapport à 2010, malgré une hausse importante des cambriolages à Paris, "un point noir", a annoncé hier le préfet de police de Paris, Michel Gaudin. Pour la première fois depuis 2009, la délinquance a reculé dans "chacun des départements" qui constituent l'agglomération parisienne (Paris, Hts-de-Seine, Val-de-Marne, Seine-St-Denis), a indiqué Michel Gaudin, six jours après la présentation des chiffres de la délinquance au plan national par le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant. A Paris, la délinquance générale a baissé de 2,13%. Dans le Val-de-Marne, elle reculé de 1,33%, en Seine-St-Denis de 1,04% et dans les Hauts-de-Seine de 0,93%. Le préfet de police de Paris a estimé que sa principale

"difficulté" était le "point noir" de la remontée des cambriolages à Paris, qui ont augmenté de près de 20% pour les habitations principales. "Je crois qu'il faut relativiser les choses puisqu'à Paris, il y avait 27.000 cambriolages en 2011, il y en a eu 11.000 en 2009 et, l'an dernier, nous sommes remontés à 12.500", a-t-il nuancé. Le préfet de police de Paris a rappelé avoir "engagé de nouvelles méthodes" pour lutter contre ce phénomène, avec notamment "davantage recours à la police technique et scientifique", et, au cours du dernier trimestre, "les choses ont commencé à s'inverser", a-t-il assuré. Michel Gaudin a également souligné l'augmentation du nombre d'étrangers arrêtés à Paris pour des crimes et délits, qui représentent 42% des personnes interpellées dans la capitale en 2011 (32% en 2010).

La crise de l'euro dope le marché des résidences de luxe

Sotheby's International Realty France, le leader français de l'immobilier de prestige avec plus de 50 agences immobilières en France, a annoncé hier des résultats records pour les ventes de propriétés de luxe françaises pour la fin 2011 qui n'a pas montré le moindre signe de ralentissement en termes d'activité sur le marché immobilier de prestige. "Après 3 trimestres déjà très prometteurs mais pas extraordinaires, le dernier trimestre s'est avéré être un véritable trimestre record. Durant le 4ème trimestre, nous avons pu réaliser 134 ventes avec un prix moyen de 1,54 million d'€, pour un volume de ventes total de plus de 206 millions d'€. Nous observons des transactions d'exception non seulement à Paris, mais presque sur la totalité des marchés français provinciaux",

selon l'agence citant à Paris la vente d'un appartement Quai d'Orsay, à plus de 15,8 millions d'€. "En fait, il semble que la crise persistante de la zone euro a un effet positif sur le marché haut de gamme qui est devenu une valeur refuge non seulement pour les Français, mais pour un grand nombre d'acheteurs internationaux à la recherche d'investissements alternatifs. En plus des acheteurs étrangers traditionnels, les Américains et les Anglais, nous constatons la présence d'un grand nombre d'acheteurs des pays émergents. Aujourd'hui, les Russes représentent la nationalité étrangère la plus importante sur le marché immobilier de luxe en France, suivis par les Chinois et les Sud-Américains" ajoute le PDG Alexander Kraft.

Hollande/UMP/Le Bourget. Après le discours de François Hollande au Bourget, dimanche dernier, Philippe Dallier estime que le candidat socialiste aux présidentielles - qui "singé systématiquement depuis quelques semaines la gestuelle et le phrasé de François Mitterrand" - en reprend le programme "30 ans après". Selon le sénateur (UMP) de Seine-St-Denis, "sur le plan de la démagogie, l'aspirant président s'est assurément montré au niveau de son mentor en 1981. Rien ne nous aura été épargné au Bourget : dénonciation des marchés financiers, dépense tous azimuts financée par un matraquage fiscal annoncé, incantations diverses pour l'emploi, la sécurité ou encore les déficits publics. " Au total, conclut le maire des Pavillons-sous-Bois, le discours de M. Hollande est " tellement convenu qu'il frise la caricature". Ainsi "Le candidat socialiste nous a promenés dans sa machine à remonter le temps, mais ni la nostalgie ni les trémolos ne constituent à eux seuls un programme pour la France".

La CCIP pilote déjà l'action de chalandise dans 26 communes sur 36

Alain Buat / CCIP / e-commerce: "Le smart-phone va aider à ramener le commerce dans la ville !"

Le commerce de proximité est à la croisée des chemins... A la crise de la dette publique qui menace le pouvoir d'achats des ménages, s'ajoute la mutation vers le e-commerce, de plus en plus pointue. Attentive, la Chambre de Commerce et d'industrie de Paris veut, ainsi, sensibiliser ses adhérents aux nouvelles technologies afin de ramener les consommateurs - résidents et salariés - vers les enseignes de ville et mettre en réseau le maximum de personnes partageant les mêmes préoccupations (associations de commerçants, manager de centre-ville etc...). Encore faut-il que l'action de la CCIP 92 soit connue, ce qui n'est pas toujours le cas ! Rencontre avec Alain Buat vice-président de la CCIP 92 en charge du commerce...

Première Heure - Quel poids accorde aujourd'hui la CCIP au commerce de proximité ?

Alain Buat : La CCIP 92 est impliqué dans la défense du commerce de proximité comme toutes les CCI, car c'est celui qui est le plus vulnérable à l'heure actuelle. On considère que le commerce dans la ville est source de vie, d'humanisme, de convivialité, de sécurité. On fait tout pour consolider le commerce de proximité en association avec les collectivités locales. A travers des partenariats qui se traduisent par des conventions. Il en existe 26 à l'heure actuelle. Montrouge a été la première commune à signer un partenariat en 2000... L'accord tripartite associe la ville, la CCIP et l'association des commerçants. Nous avons fait d'ailleurs durant l'automne 2011 une grande manifestation pour l'inauguration du site Internet de l'association des commerçants de Montrouge.

P.H. - En quoi consiste ces partenariats avec les communes ?

A.B. : Il s'agit principalement de monter les dossiers FISAC (Fonds d'Intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) pour rénover les commerces de centres villes qui est l'objectif phare. Elle s'étouffe avec différentes actions comme l'animation commerciale, la décoration des vitrines, le recrutement d'un Manager de centre ville. Sur une centaine en France, les Hts de Seine en compte plus d'une vingtaine. Nous aidons à la création et à l'animation des associations de commerçants. Nous animons des ateliers du commerce sur des thèmes bien précis comme l'e-commerce, l'accessibilité aux handicapés, la loi exigeant qu'à partir du 1er Janvier 2015, cette accessibilité soit le cas dans tous les commerces. Il y aura peu de

dérogations et il faudra qu'elles soient motivés. Enfin, nous animons des réunions publiques au cours desquelles nous faisons le point sur ses actions dans chaque commune.

P.H. - Pourquoi n'en est-on qu'à 26 sur 36 ?

A.B. : Rappelons d'abord que la première convention de partenariat avait été signée en 2000 par Montrouge, et la dernière l'a été avec le Plessis Robinson le 2 Janvier de cette année. Nous sommes très engagés avec Levallois, Neuilly, Sèvres et Garches pour aboutir. Ensuite parce que la CCIP et son action dans ce domaine est mal connue. La CCIP est généralement reconnue mais mal connue. On lui accorde beaucoup de crédits mais on ne sait pas très bien ce que l'on fait à l'intérieur. Il a fallu que nous prenions notre bâton de pèlerin et que nous allions persuader les édiles locaux de la capacité que nous avions à les aider à mettre en place ou à développer leurs commerces de proximité. Et cela se fait dans un cadre très précis qui est un financement à 50-50 entre la ville et la Chambre. On détermine un certain nombre d'actions qui sont traduites en « journées hommes » qui sont valorisés, la CCIP Prenant la moitié de la charge, la ville l'autre moitié. Ce qui représente un petit budget pour la commune. A une époque où les collectivités locales se plaignent du manque de financement, il faut arriver à convaincre les communes de faire un effort. Enfin, il est vrai que nous avons commencé par des communes où le commerce de proximité était dans une situation fragile. Mais nous sommes en pleine mutation : Du commerce de proximité, où les gens descendaient de leur immeuble pour acheter dans la bouti-

que d'en face, nous allons vers un commerce qui a pour but de capter les flux, parce que de plus en plus, les gens se déplacent pour aller travailler, au spectacle. Ils ont donc besoin de trouver des magasins un peu partout. Si le commerce de proximité veut continuer à vivre et à se développer, il faut qu'il tienne compte de ses nouvelles pratiques. Nous avons pour cela des outils que nous mettons en place dans le cadre de ses conventions de partenariat.

P.H. - Lesquels ?

A.B. : Pour répondre à des nouveaux besoins, nous avons mis en place trois nouvelles opérations :

- Villa-Cités qui émane des études de la CCIP 92, qui analyse le tissu commercial existant et fait des projections en suggérant de modifier telle enseigne, tel type de commerce, pour rendre le service attendu par la population.

- Eco-Défi qui a lieu pour la première fois à Rueil, issu d'une initiative de la CCIP du Val de Marne. Cette opération consiste à demander aux commerçants de respecter un certain nombre de contraintes environnementales. Sur un panel d'une trentaine de contraintes qui concerne aussi bien l'énergie, l'eau, l'emballage, les déchets, le bruit, on leur demande de choisir au moins 3 critères et de les respecter pendant la période probatoire. A son terme, ils sont labellisés Eco-Défi ce qui veut dire qu'ils peuvent mettre dans leur vitrine une petite affiche, ils sont conviés une fois par an à la remise des prix « meilleurs éco-défi », ce qui a été fait à Rueil en 2011. C'est important en termes de communication, car cela répond à un besoin du public qui s'oriente de plus en plus vers des commerces dit équitables et responsables. On voit un certain fléchissement des grandes surfaces au bénéfice des commerces plus traditionnels. Avec l'enseigne « Chez Paul », on sent bien l'esprit du boulanger du coin ! Auquel les gens sont sensibles. Sans compter que maintenant, allez en voiture faire ses courses en grande surface avec le prix de l'essence qui monte, revient cher.

- Conciergerie d'entreprise : Nous les avons labellisé sous le label « Predici » dans deux communes : Issy les Moulineaux et Courbevoise.

(suite en page 6)

24 Janv. 19H00 Maison de Chateaubriand: Conférence de Daniel Teyssiere, docteur en histoire «Chateaubriand et l'idéologie»; 19H00 Antony: Vernissage du 49ème salon; Le 25 Janv. 19h00 Asnières (Van Gogh): «Petites Minutes» CAUE 92 Quartier Pierre de Coubertin avec le maire Sébastien Pietrasanta, Dominique Lyon architecte; 19H La Défense: Vœux de l'EPADESA; 19H30 Sèvres (SEL): Remise des prix de La Science se livre 2012 avec M. Devedjian; Le 26 Janv. 10H CG92: Entretien Devedjian/Laurent Batsch, président de Paris-Dauphine; 18H30 OPH92: Vœux Dupuy président OPH92; Le 27 Janv. 11H30 CG92 M. Devedjian rencontre Henri Raynaud, ambassadeur de France en Arménie; Le 28 Janv. 15H Stade de France: Devedjian au match de rugby Racing Métro-Toulouse; Le 30 Janv. 16H CG92: M. Devedjian reçoit la CMA pour la traditionnelle galette des rois.

Antony 11" Espaces Jeunes. En plein centre ville, face à la gare RER B, le "11 Espace Jeunes" est une nouvelle structure dédiée aux 11 à 25 ans. Les jeunes résidant sur Antony pourront s'y retrouver pour échanger, travailler, se renseigner ou encore se divertir. Le nouvel Espace ouvre ses portes aujourd'hui mardi. En 2006, le Conseil des Jeunes Citoyens avait lancé une enquête pour recenser les attentes. Cette enquête a mis en évidence qu'il manquait un lieu où les jeunes pouvaient se retrouver. L'appellation "Le 11" a été proposée et votée par les membres du Conseil des Jeunes Citoyens 2009-2010.

Alain Buat: "Nous travaillons sur des bornes qui afficheront sur les portables les "promos" de l'épicerie du coin"

(suite de la page 5) IL s'agit d'offrir à des petites entreprises qui n'ont pas les moyens d'une vraie conciergerie, de mutualiser leurs besoins au sein d'une conciergerie où on exige qu'elles se fournissent à au moins 60% des commerces locaux. On rend ainsi service à la fois à la collectivité, aux PME et aux salariés. Si les commerçants sont convaincus, il faut convaincre les PME d'adhérer à ce système, de se mutualiser sur ce thème.

P.H. - En quoi consiste le projet de conciergerie avec Sceaux?

A.B. : Au-delà de ces conciergeries classiques, nous envisageons, et nous avons entamé des négociations assez avancées avec Philippe Laurent, son maire, pour mettre en place une conciergerie numérique, s'appuyant sur les moyens de communications modernes. Les consommateurs pourront commander par leur smartphone, leur ordinateur auprès des commerçants locaux, passer et payer leurs commandes via internet qui sera déposée dans un casier sous digicode où ils pourront la récupérer. Pour l'instant, nous sommes en négociation avec la Poste qui a l'habitude de gérer ce genre de casiers, et qui devrait installer près de la gare RER de Sceaux de tels casiers. Ils seront classiques dans un premier temps, et réfrigérés dans un second temps pour pouvoir y mettre des aliments etc.... C'est une expérience qui intéresse beaucoup d'autres communes. Il nous faut recher-

cher de nouvelles solutions à mettre en place au profit des commerces locaux et des collectivités locales. Nous travaillons pour cela en étroite collaboration avec un chercheur de l'ESCP-Europe, Olivier Badot qui est un des rares chercheurs en France sur le commerce. Grâce à lui, nous nous orientons vers des solutions d'e-commerce, de m-commerce (sur mobile) et du-commerce (public writer) c'est à dire que l'on peut utiliser un certain nombre de canaux pour faire ses courses. Nous travaillons sur des bornes émettrices qui permettront lorsqu'on traverse un quartier d'avoir sur son smartphone, l'annonce d'une promotion faite par l'épicerie du coin.

P.H. - Que faites-vous à l'autre bout de la chaîne pour sensibiliser les commerçants aux possibilités offertes par ces nouvelles technologies ?

A.B. : C'est là que nous avons un travail de fonds à faire et qui sont l'objet de nos réflexions, car nous n'avons pas encore trouvé la bonne solution. D'autant plus que les commerçants ont le nez dans le guidon du matin au soir, n'ayant pas tellement envie de participer à des réunions ou des formations leur jour de repos (lundi). Il faut que nous arrivions à trouver le bon créneau pour les sensibiliser. Mais on y arrivera, car c'est dans leur intérêt. Parce que la survie et le développement du commerce de centre ville en dépendent. Regardez ce qui se déroule dans les gares, comme Saint Lazare, qui sont de véritables Hubbs où l'on trouve de tout. Tout comme bientôt les gares du Grand Paris Express. Il faudra arriver à convaincre les commerçants locaux d'adhérer à ces nouvelles formes de commerce soit en ouvrant des corners dans ces gares, soit en installant des bornes qui émettent des messages commerciaux perçus par les mobiles et smartphones, soit en installant des conciergeries numériques.

Courbevoie: Jacques Kossowski, député maire a présenté hier l'extension de la "cité des loisirs". Sur une surface de 18.460m², l'espace festif intégrera une place publique, un Bureau d'Information Jeunesse (BIJ), un espace média, un café salon, une salle des fêtes de 1.000 places assises et une autre salle de 300 places assises, une salle de réception à disposition des Courbevoisins pour les événements familiaux, deux studios d'enregistrement, des locaux administratifs, un parking public de 300 places.

Le tourisme d'affaires déclaré "chantier 2012"

Avec plus de 5 millions de nuitées hôtelières dans ses 13.344 chambres et 42% de clientèle internationale, on peut estimer à près de 60% le poids du tourisme d'affaires dans notre département. La promotion de la présentation de l'offre de tourisme d'affaires dans le département sera une priorité du CDT 92 pour l'année 2012, en collaboration avec le CRT. D'autant que le service 'Hauts-de-Seine Réservations' est armé pour l'organisation de séminaires, ou réunions d'entreprises. Cela a été le cas par exemple pour la BNP, l'association "chèques-vacances" ou la chambre des Métiers en 2010 et 2011. Ce "chantier 2012" en direction du tourisme d'affaires commencera dès le début février avec la participation du CDT au Salon Bedouk, le plus important salon en France dans ce secteur d'activités. Il aura lieu les 8 et 9 février Porte de Versailles (Pavillon 4). L'espace Hts de Seine réunira cinq partenaires : l'Holiday Inn (4 étoiles) de Clichy, Les Crayères des Montquartiers (Issy), Nautiques Evénements (Boulogne), Appart'City (Clichy), et le CDT92. Initiation Gourmande (Neuilly), présentera ses ateliers cuisine le jeudi 9. Cette participation du CDT sera suivie en avril par un "eductour" proposé aux agences, entreprises et professionnels pour la découverte d'une douzaine de lieux à La Défense et dans l'ensemble du département. Le salon 'Réunir' en octobre accueillera le CDT pour la seconde fois et un second eductour suivra. Ce chantier est partenarial : il permet de mutualiser les coûts de ceux qui veulent participer à ces deux grands rendez-vous annuels. Les eductours prévus par la suite permettront de présenter l'offre à des clients potentiels.

Clichy-Levallois**Ticket
Catoire-Turbet adoubé
au PS**

Les socialistes de Clichy et de Levallois ont choisi le tandem qui les représentera dans la 5ème circonscription pour les législatives de juin. Lors d'un vote des militants, Gilles Catoire avec comme suppléant Jean Laurent Turbet ont obtenu 71,5% des suffrages face à Anne-Eugénie Faure et Jean-Claude Moingt (28,5%) et 2 bulletins blancs ou nuls. Dès sa désignation, Gilles Catoire s'est félicité de "la qualité du débat et de la mobilisation des militants pour ce vote qui conforte la position des socialistes pour mener la bataille dans la 5ème circ." face, au député sortant UMP Patrick Balkany.

Antony/Législatives : Sur la 13ème circ (Antony, Châtenay, Bourg-la-Reine, Sceaux) où se représente Patrick Devedjian, un accord a été conclu entre les responsables locaux PS et EELV pour investir Fabien Feuillade (EELV) aux législatives. Suivi par le ralliement ces dernières heures du PRG 92 et des associations "Défi pour Antony" et "Citoyens à Antony" présentes dans l'opposition au conseil municipal. "Cet élan qui a vocation à être rejoint par d'autres formations, associations, citoyens crée les conditions rarement réunies depuis 1/4 de siècle de mandats électifs trustés par Patrick Devedjian qui permettront aux forces de progrès de reconquérir nos territoires trop longtemps malmenés par les hommes du Président", espère cette coalition anti-Devedjian.

Rama Yade/Domicile : Le tribunal d'instance de Colombes a rejeté hier la demande de Rama Yade de réinscription sur les listes desquelles elle avait été radiée mi-décembre. Cette décision n'empêche toutefois pas Mme Yade de se présenter aux législatives. Elle dispose d'un délai de 10 jours pour se pourvoir en cassation ou peut saisir une autre juridiction pour être inscrite dans une autre ville. La magistrate du tribunal n'a pu établir que la domiciliation réelle de Mme Yade était bien à Colombes.

St-Cloud/Jeunes : L'ville a décidé de réunir tous les acteurs et en lien avec la jeunesse (services municipaux, Éducation nationale, associations) jeudi, à l'hôtel de ville. Jean-Claude Richez, sociologue à l'INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire), participera à ce rendez-vous et donnera son éclairage sur les 11-25 ans, en présence du député-maire Éric Berdoati.

Présidentielle:**Lucille Schmid, une alto-séquanaise au
"staff" d'Eva Joly**

La candidate commune au PS et à EELV dans la 10 circ. Issy-Vanves) contre André Santini (NC) participe au staff de campagne d'Eva Joly. Lucille Schmid est pratiquement la seule élue verte des Hts de Seine dans ce cas, aux cotés de deux élus franciliens David Nbanza et Françoise Diehlmann. Cette énarque, avec Philippe Mériue et Pascal Ganface, travaille sur le projet présidentiel de la candidate EELV, qui devrait être présenté en Février.

« Chacun des axes du projet permettra de décliner une proposition concrète... Nous montrerons comment les écologistes ne sont pas seulement dans une vision de long terme, mais savent répondre à la crise sur une double approche française et européenne » explique t-elle en citant le thème de la santé, « car les écologistes ont beaucoup à dire sur les comportements, l'alimentation, la prévention, la médecine de prévention - qui est un parent pauvre en France, les Verts ayant toujours dit qu'il fallait consacrer 1% du budget santé à la prévention - la médecine du travail à un moment où les dégradations de la vie au travail devient un sujet sur lequel les français ont marqué leurs préoccupations dans toutes les enquêtes d'opinion. Un certain nombre de conventions thématiques sont prévues pour développer certains points du projet EELV. A chaque fois Eva Joly en sera l'invité d'honneur et dévoilera une partie de son projet : Elles porteront sur la santé, le logement, la culture, l'agriculture... » confie t elle à Première Heure. « Nous sommes en lien avec les permanents qui travaillent au jour le jour avec Eva Joly, gèrent son agenda, voient la cohérence entre le projet et les déplacements. Un conseil stratégique se réunit toutes les semaines pour définir des orientations de la campagne. Un séminaire de l'équipe rapprochée a eu lieu ces derniers jours, et je communique avec Philippe Mériue et Pascal Ganface quotidiennement pour affiner le projet » explique Lucille Schmid qui a une profonde admiration pour la candidate Eva Joly : « C'est quelqu'un qui a été engagé sur d'autres combats que ceux d'un parti politique, comme juge, et qui se prolonge dans ce combat politique et citoyen. Au fond, lorsqu'elle a affronté les puissants, lorsqu'elle était juge, elle a

montrée ses capacités à être la candidate prête à renverser les rapports de force ». Si on lui pose la question « Eva dans le mur », elle répond sans sourciller : « C'est une plaisanterie ! Lorsqu'on discute avec les français, tous se rappellent les thématiques d'Eva Joly. La différence qu'elle marque, de personnalité, de parcours, est quelque chose qui suscite des résistances. D'une certaine manière, c'est bien normal et tant mieux ! Eva Joly est une candidate du parlementarisme, alors même qu'il y a eu une présidentialisation depuis l'inversion du calendrier législatif et présidentiel. Elle a une personnalité qui porte un projet de rupture... Il faut qu'elle continue à porter sa différence ». Pas question de retrait pour elle : « L'idée s'était posée après la déclaration de Dany (Daniel Cohn Bendit) qui indiquait qu'il votait Eva Joly de cœur mais François Hollande (dés le 1er tour) si Marine Le Pen continuait de monter. Son raisonnement est celui d'une partie de notre électorat. Mais il faut attendre qu'elle présente son projet et donne un sens à sa campagne dans un contexte difficile. Nous étions dans la pré-campagne à la fin 2011, Maintenant il s'agit d'articuler un projet global. On ne peut pas se contenter de la sortie du nucléaire, parce que les français attendent des réponses sur les questions d'emplois, de santé, sur l'Europe parce que c'est un point essentiel ! Dans une campagne présidentielle, il faut savoir trouver ses références, articuler les choses par rapport à ce qui a pu être réussi dans le passé proche. Ce n'est pas un hasard si la question européenne est posée, car elle peut être un nouveau point d'ancrage pour Eva Joly ».

Duflot : Après le Val de Marne, Eva Joly était vendredi soir Rue Barbet de Jouy pour les vœux de Cécile Duflot. Clin d'œil au Nord de l'Europe avec un buffet constitué de petits fours nordiques et des nappes aux couleurs de la Norvège, et surtout un discours très imagé sur le drakkar en soulignant la « robustesse », de ce bateau viking très écolo qui vogue par la force des bras ou du vent : « Ici, personne ne descend de son drakkar. Tout le monde est à bord pour traverser la haute mer, même quand les vagues sont un peu fortes, pour arriver à bond port le 22 Avril et surtout le 6 Mai » a-t-elle déclaré

Villejuif/tarifs EDF. Dans un "vœu pour la défense du droit à l'énergie à tous", voté à l'unanimité, le conseil de Villejuif demande au gouvernement le maintien des tarifs réglementés d'EDF. Il demande aussi au gouvernement de revenir sur la loi NOME "dont aucun bénéfice n'est à attendre pour la collectivité et les Villejuifois" et "affirme son attachement au service public de l'énergie, au droit à l'énergie pour tous et au développement des énergies renouvelables". Le texte du vœu fait valoir que la loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité) "a pour conséquence de mettre en péril les tarifs régulés de l'électricité et de provoquer une hausse générale du prix de l'électricité en France." Le texte du vœu poursuit : "Cette loi oblige EDF à vendre à prix coûtant un quart de sa production d'électricité d'origine nucléaire à ses concurrents et à réviser à la hausse ses propres tarifs, afin que les autres opérateurs puissent réaliser une marge suffisamment confortable pour réaliser des profits et pérenniser leur activité." Selon la Commission de régulation de l'énergie, les tarifs réglementés d'ERDF devront être augmentés de 5,7% en 2012 et de près de 30% d'ici à 2015, pour être "concurrentiels" par les autres opérateurs.

Créteil/Choisy/Transports. Après un an de travaux préparatoires, le chantier du pôle de transport multimodal de Pompadour avance à grand pas. Il entre dans une nouvelle phase opérationnelle depuis début janvier : les travaux d'assainissement et de voirie sur le chemin des Bœufs ont débuté. Ce pôle de transports multimodal va voir le jour à Pompadour, à proximité du Parc interdépartemental des sports à Créteil et de Choisy-le-Roi. La création d'une nouvelle gare RER D, à la place de l'actuelle gare de Villeneuve Prairie, permettra de faciliter les déplacements de nombreux Val-de-Marnais. Ces travaux permettront de doubler la fréquence des trains : 16 trains par heure dans les deux sens aux heures de pointe. Le pôle sera accessible à tous, grâce à la création de liaisons pour les piétons et les vélos vers les bus et le RER. Financier et maître d'ouvrage, le conseil général réalisera notamment le parvis piéton de la future gare ainsi qu'une voie de retournement pour les bus. Investissement : 37 M€. Mise en service fin 2013.

Ivry/CAF. Le député - maire d'Ivry proteste contre la "dégradation" du service public de la Caisse d'allocations familiales (CAF). Ainsi, Pierre Gosnat a refusé de participer au petit déjeuner organisé par le directeur général de la

Législatives: **Le PS 94, en dissidence, soutient M. Charbonnier sur la 3ème circ !**

La fédération du Parti socialiste entre en dissidence. Le premier fédéral Luc Carvounas explique dans un communiqué que les socialistes du 94 n'acceptent pas que la 3e circ (Villeneuve-St-Georges, VSG) soit "gelée", c'est-à-dire qu'elle puisse accueillir un représentant des partenaires du PS. Ainsi on parle du retour de Roger-Gérard Schwartzberg, qui fut longtemps député-maire PRG. La fédération décide donc d'entrer en campagne derrière Régis Charbonnier, le maire socialiste de Boissy-St-Léger, pour tenter de battre le député sortant UMP, Didier Gonzales, par ailleurs maire de Villeneuve-le-Roi. La fédération du PS 94, souligne M. Carvounas, "refuse de voir geler cette circ. sans aucune justification, malgré ses légitimes demandes d'explications. Elle le fait dans une volonté politique de voir la gauche remporter les prochaines échéances électorales, comme ce fut le cas aux élections sénatoriales." C'est Daniel Guérin, conseiller régional et conseiller général (MRC), qui formera le "ticket" avec M. Charbonnier. M. Carvounas explique que, dans une "démarche d'ouverture aux partis partenaires", la fédération socialiste du Val-de-Marne, en accord avec sa direction nationale, leur propose aux législatives deux circonscriptions : la 6e (Vincennes, Saint-Mandé, Fontenay-sous-Bois, dont le sortant est le maire UMP de Saint-Mandé, Patrick Beaudouin) et la 10e (Ivry-Vitry, dont le sortant est le maire PCF d'Ivry, Pierre Gosnat). On le sait, la 6e est octroyée à EELV par les directions nationales, ce qui a provoqué de vifs remous au sein de la section (voir "Première Heure" du 17 janvier, l'entretien avec M. Carvounas). Celui-ci précise : "Même si la 6e circonscription a été l'objet de ce qu'il faut bien appeler un hold-up, aucune discussion préalable n'ayant été menée sur ce point, la fédération, en responsable politique, a 'accepté' cet état de fait provoqué par le départ de Cécile Duflot sur une circonscription parisienne." On le voit : c'est la décision de Mme Duflot de partir sur Paris, alors que ses partenaires pensaient qu'elle s'enracinait dans le Val-de-Marne - étant élue de VSG, le PS lui réservait la 3ème - qui brouille les cartes et provoque un jeu de dominos, en déstabilisant l'union à gauche dans le 94

CAF hier à Créteil, présentant la restructuration de la CAF. Selon M. Gosnat, "alors que des actions sont engagées par les allocataires avec mon soutien, je ne peux cautionner la dégradation du service rendu à la population avec, entre autres, la suppression de points d'accueil." M. Gosnat ajoute : "C'est particulièrement inacceptable en cette période de crise avec les inquiétudes et les souffrances qu'elle génère et qui touchent en priorité les familles déjà fragilisées. Je continuerai d'agir pour le maintien et le développement d'une activité de proximité de la CAF."

Champigny/patrimoine. Dans le cadre de l'exposition "Travail en Val-de-Marne : matériaux, techniques, productions et savoir-faire", les Archives départementales en partenariat avec les associations résidentes de la Maison de l'histoire et du patrimoine de Champigny, propose un débat sur "les artistes et le travail" demain à 19h30 à Maison de l'histoire et du patrimoine, 15 rue de la Prévoyance. Animée par la chercheuse Andrée Bergeron et le syndicaliste Jean-Pierre Burdin, la table-ronde s'appuiera sur les témoignages du metteur en scène Jack Souvant, du photographe Alain Bernardini et du compositeur Nicolas Frize. Ces artistes témoigneront des rapports qu'ils entretiennent avec le

monde du travail, leurs regards et les représentations qu'ils en donnent, ainsi que la manière dont ils conçoivent leur propre création.

Charenton/Orange. L'opérateur a choisi Charenton pour raccorder ses premiers clients au très haut débit dans le 94. L'immeuble proposant la fibre optique à ses résidents est situé au 201 rue de Paris et concerne depuis janvier, près de 20 Charentonnais. Le déploiement se poursuivra en 2012, permettant ainsi à la quasi-totalité des habitants d'accéder à la fibre optique. Cette nouvelle technologie permet des débits jusqu'à 10 fois plus rapides que ceux de l'ADSL et favorise l'émergence de nouveaux usages internet et multimédia à la maison. Avec la fibre, il est possible par exemple d'utiliser plusieurs écrans - télévisions, ordinateurs, consoles de jeux - en simultané au sein d'un même foyer sans aucun ralentissement, tout en téléchargeant un film par exemple. De plus, contrairement à l'ADSL, la fibre offre également un débit sortant très élevé, ce qui facilite l'usage des réseaux sociaux ou l'envoi de très gros fichiers. C'est aussi un confort très amélioré pour travailler de chez soi avec son ordinateur. Ce service va favoriser l'émergence de nouveaux usages comme la télévision en Haute Définition ou le télétravail.